

Juillet 2024



APDDF Sensibilise 150 Femmes et Jeunes Filles sur la Planification Familiale et l'Abandon de l'Excision à travers l'Émission Baroni' à Sangarébourgou, Bamako, Mali

Meilleure Pratique APDDF - Subvention Dambe Funds Sahel

Aperçu

- ◆ Contexte de l'activité
- ◆ Objectifs de l'activité
- ◆ Pertinence de l'activité
- ◆ Description détaillée de l'activité
- ◆ Résultats et bénéfices
- ◆ Indicateurs de performance
- ◆ Leçons apprises
- ◆ Conseils d'implémentation
- ◆ Références et sources



Contexte de l'activité

L'Association pour la Promotion du Droit et du Devoir des Femmes (APDDF) est l'un des bénéficiaires de la subvention de Dambe Funds Sahel. Notre projet susmentionné est une initiative qui vise à promouvoir les droits de santé sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles vulnérables dans la commune rurale de Sangarébourgou. Cette activité de plaidoyer est une suite logique dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet.

Objectifs de l'activité

Objectif général de l'activité

Contribuer à l'augmentation du nombre de nouveaux utilisateurs de services/informations/produits DSSR dans la commune rurale de Sangarébourgou, particulièrement à l'utilisation de la planification familiale et de l'abandon des pratiques de l'excision.

Objectifs spécifiques de l'activité

Rassembler et plaider auprès de cinq (5) entités de l'autorité publique et 10 entités des alliés ;

Objectifs de l'activité

- ◆ Mobiliser et informer 150 femmes et jeunes filles marginalisées sur leurs droits de santé sexuels et reproductifs ;
- ◆ Permettre à 15 femmes et jeunes filles vulnérables, soit 10% des marginalisées mobilisées et informées pendant la journée de plaider, de devenir un soutien accru en faveur des DSSR.

Pertinence de l'activité

L'activité a mobilisé une panoplie des acteurs concernés aux questions de DSSR en République du Mali. Ont répondu présents, les autorités sanitaires et administratives locales, les autorités coutumières, les autorités politiques nationales ainsi que les OSC très engagées et expérimentées en la matière.

femmes et aux filles. L'activité fut une opportunité et une tribune pour l'APDDF et les alliés de dénoncer des pratiques inadmissibles dans notre société en ce XXI^e siècle.



Grâce à cette activité, l'APDDF a plaidé devant des personnalités susmentionnées qui rentre dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan d'Action de Plaidoyer notamment son combat sur la promotion et la pratique de la Planification Familiale, l'abandon de la pratique de l'excision, de mariage précoce et l'arrêt de la pratique des violences faites aux

En outre, cette activité est en symbiose avec les priorités nationales car l'État malien, qui a déjà interdit la pratique de l'excision, est sur la dynamique de voter une loi dans ce sens et une loi sera bientôt votée contre les VBG au Mali. Cela fut souligné par les autorités locales et nationales présentes lors de ladite activité.

Description détaillée de l'activité

Le Samedi 25 novembre 2023 à 16h30mn a eu lieu au CSCOM de Sangarébougou une séance d'animation et de plaidoyer "émission Baroni" en faveur de l'utilisation de la planification familiale et de l'abandon des pratiques de l'excision dans le cadre du projet dénommé "Projet de plaidoyer et de sensibilisation pour un accès facile des femmes et

jeunes filles vulnérables de la commune rurale de Sangarébougou aux services de la santé sexuelle et reproductive".

La cérémonie a été ouverte par les modérateurs, qui ont présenté les objectifs de l'activité ensuite, s'en est suivi le chant de l'hymne national du Mali. Le représentant des trois chefs de quartier Mr Nandourou COULIBALY a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants et souligner l'importance de l'activité ainsi que le chef de quartier de Sarambougou (M.Cheikna DIARRA).

Le maire de la commune de Sangarébougou Monsieur Kassoum SIDIBE a ensuite pris la parole pour réaffirmer son engagement en faveur de la promotion de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes filles dans sa commune et que l'heure n'est plus aux tabous mais de passer les informations pour protéger les jeunes surtout les filles.

Le médecin chef du CSCOM de Sangarébou-

gou a ensuite présenté les services de santé sexuelle et reproductive offerts par le centre et se dit enthousiaste de voir l'activité se réaliser dans son centre.

La présidente de l'APDDF a ensuite pris la parole pour présenter le projet de plaidoyer et de sensibilisation pour un accès facile des femmes et jeunes filles vulnérables de la



commune rurale de Sangarébougou aux services de la santé sexuelle et reproductive en saluant les partenaires techniques et financiers, les

devanciers devenus alliés aujourd'hui et les femmes de son association pour leur courage inestimable. Elle a mentionné que les femmes sont les premières victimes de la pauvreté. Elles se heurtent à de nombreux obstacles limitant leur autonomisation sociale, économique et politique. Des millions d'entre elles sont par ailleurs dans l'incapacité d'exercer pleinement et librement leurs droits sexuels et reproductifs, chose pourtant essentielle à leur émancipation. Elle a rappelé ensuite que l'association s'engage à lutter contre toutes sortes de violences faites aux femmes et soutenir les femmes vulnérables.

Des audio de témoignage de certaines bénéficiaires du projet et victimes de ces pratiques ont été diffusés notamment sur la planification familiale et les VBG.

Description détaillée de l'activité (Suite)

La troupe théâtrale "YÈLÈ SÔ" a ensuite présenté une scène de sketch sur les dangers de l'excision, des VBG et l'importance de la planification familiale.

Les alliés (WILDAF MALI, MARIE STOPES, ARCAD SANTE PLUS, APDF, CAFO) ont ensuite pris la parole pour partager leurs expériences et leurs témoignages. Ils (alliés) ont confirmé leur soutien à l'APDDF et ont expliqué tour à tour leurs missions, programmes et projets et initiatives qu'elles ont mis en œuvre ou en cours en lien avec les DSSR. Les alliés disent

que désormais l'APPDF sera un allié pour permettre aux femmes de jouir pleinement leurs droits.

Leurs disponibilités à tout

moment pour le bien être des femmes ne fera pas défaut. Ils ont échangé avec le public les numéros, et les contacts de leurs structures et les différents points d'accès pour les conseils et les prises en charge des victimes. Ils ont souligné que les DSSR ne se limitent donc pas au seul champ de la santé maternelle et recouvre d'autres aspects fondamentaux comme l'information et l'éducation à la sexualité, l'accès à la contraception, la prévention et le dépistage des maladies sexuellement transmissibles etc.

À son tour, Badiallo DIAKITE, une bénéfi-

ciaire du projet, a plaidé pour l'abandon des pratiques de l'excision car elle a été témoin de l'infertilité d'une amie victime d'excision.

Elle a ensuite demandé l'effort des autorités présentes, car beaucoup de femmes n'ont toujours pas accès à une contraception efficace ni à des services de qualité.

Quant à Mariam CISSE, une autre bénéficiaire du projet, elle a plaidé pour la promotion de la planification familiale et demandé

aux autorités une loi pour réprimer le mariage précoce et que l'âge de mariage des jeunes filles soit le même que celui des garçons (18 ans).

En outre, elle a

plaidé pour la mise en place d'un Centre d'Écoute et d'orientation des survivantes de VBG dans le CSCOM, la mise en place d'un tribunal spécial contre les cas de VBG car ce sont les femmes qui subissent le plus les violences de toutes sortes. Elle a terminé son plaidoyer par le fait qu'une meilleure prise en compte des DSSR favorise l'autonomisation des femmes, facilitant ainsi leur productivité au travail et renforce leur capacité à contribuer au développement économique.

Les autorités ont ensuite répondu aux plaidoiries des bénéficiaires.



Description détaillée de l'activité (Suite)

Honorable Souleymane DEMBELE a mis l'accent sur l'engagement du président de la transition Assimi Goita pour le respect et la promotion du genre et qu'il existe plusieurs textes qui parlent des droits sexuels et reproductifs mais qui ne sont pas respectés et souvent méconnus par les populations elles-mêmes. Il souligne qu'il reste à notre disposition et pourra nous mettre en contact avec la commission santé et développement social au sein du CNT (Conseil National de la Transition) qui remplace l'Assemblée Nationale pendant la Transition pour d'amples informations. Il dit avoir apprécié particulièrement les témoignages des bénéficiaires. Selon l'honorable DEMBELE, ces témoignages permettent de mettre en lumière les réalités vécues par les femmes et les jeunes filles de la commune de Sangarébougou. Il dit également que tout cas de fistule que l'APDDF va l'informer, l'État malien à travers le CNT va prendre ça en charge.

Mr Bakary DEMBELE représentant de la directrice régionale du ministère de la Pro-

motion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a mis l'accent sur le soutien de son département et demande à l'APDDF de consulter les conseillers de leur département pour savoir les faiblesses au niveau des acteurs autour du sujet et aide à sensibiliser un large public sur les enjeux de la planification familiale et des VBG.



Mr Nyamana COULIBALY le représentant du Ministre de la justice et des droits de l'homme a affirmé que la mise en place d'un tribunal pour les cas de VBG est sur de bonnes voies et qu'au nom du ministre KASSOGUE, les droits humains et en particulier les droits des femmes restent une priorité du ministère de la justice. L'objectif du ministère est de faire de l'égalité des sexes un sujet central et propose en la matière des actions plus ambitieuses a-t-il souligné. Il a pris bonne note et il fera le rap-

port convenablement au niveau de sa hiérarchie.

En outre, nous avons eu le privilège d'avoir comme invité monsieur Elie DEMBELE (chargé de communication et plaidoyer au compte de l'ONG CAEB). Sa présence nous a honoré et nous a été bénéfique grâce à ses conseils en tant qu'expert en plaidoyer.

Les recommandations suivantes ont été formulées par l'APDDF, les alliés et les bénéficiaires à l'endroit des autorités :

- ♦ Création d'un tribunal spécial des cas de VBG par l'État malien ;
- ♦ Mise en place d'un pont de One Stop Center au CSCOM de Sangarébougou en sollicitant Spotlight ;
- ♦ Adoption d'une loi par l'État malien réprimant les pratiques de l'excision sur le territoire national ;
- ♦ Interdiction du mariage précoce en République du Mali ;
- ♦ Accentuation des campagnes d'information et de sensibilisation autour de la planification familiale au Mali.

La cérémonie a pris fin par des photos de famille.

Résultats et bénéfices



- Cinq (5) entités de l'autorité publique dont trois autorités nationales ont pris part à la journée de plaidoyer et se sont engagées à soutenir l'APDDF ainsi que les femmes vulnérables dans cette lutte relative aux DSSR ;
- Dix 10 entités des alliés expérimentées sur les questions de DSSSR ont pris part à la journée de plaidoyer et ont toutes plaidé aux cotés de l'APDDF pour la même cause ;
- Cent cinquante (150) femmes et jeunes filles marginalisées sont mobilisées et informées sur leurs droits de santé sexuels et reproductifs et ont promis de mettre en pratique ces leçons apprises ;
- (Quinze (15) femmes et jeunes filles vulnérables parmi les bénéficiaires du projet sont devenues un soutien accru en faveur des DSSR et continuent à sensibiliser d'autres femmes.

Indicateurs de performance

Les Indicateurs de performance démontrant l'efficacité de notre meilleure pratique sont :

- Un plan de plaidoyer est élaboré par les 30 bénéficiaires et l'équipe du projet. Les 30 bénéficiaires ont entrepris une planification rigoureuse de plaidoyer pour revendiquer leurs droits sur la SSR.
- 10 entités des alliés ont pris part à la journée de plaidoyer et ont plaidé aux côtés de l'APDDF en faveur de l'utilisation de PF, de l'abandon des pratiques de l'excision, de mariage précoce et des violences faites aux femmes et aux filles ;
- 5 représentants de l'autorité publique (Locales et nationales) ont pris part à la journée de plaidoyer et se sont engagées à fournir plus d'effort pour les causes défendues lors de l'activités ;
- 150 femmes et jeunes filles marginalisées sont mobilisées et informées sur leurs droits de santé sexuels et reproductifs ;
- 15 femmes et jeunes filles vulnérables, soit 10% des marginalisées mobilisées et informées pendant la journée de plaidoyer sont devenu un soutien accru en faveur des DSSR.



Leçons apprises

Les leçons apprises lors de notre activité de plaidoyer furent :

1. La nécessité de former une synergie d'action entre les alliés pour porter ensemble les luttes par rapport aux DSSR des femmes afin de mener des actions d'influences auprès des autorités. C'est pour cela que l'APDDF a invité une pile des organisations œuvrant dans ce combat depuis fort longtemps ((WILDAF MALI, MARIE STOPES, ARCAD SANTE PLUS, APDF, CAFO) et, à tour de rôle, chacune de ces organisations est venue partager son expérience tout en plaidant en faveur de l'utilisation de la planification familiale, de l'abandon de la pratique de l'excision et de celle des violences faites aux femmes.
2. Donner d'abord la parole aux alliés et aux victimes pour plaider et après, faire intervenir les autorités (locales et nationales) invitées. Cela permet et pousse les autorités à prendre des promesses et même, souvent, à poser des actes concrets en lien avec nos revendications. Cette technique fut utilisée par l'APDDF lors de cette journée de plaidoyer et les autorités se sont engagées non seulement en faveur de nos luttes, mais également, ont pris des engagements pour apporter des améliorations dans la mesure de leur possibilité.
3. Faire le suivi des recommandations auprès de qui de droit. C'est pourquoi, l'APDDF, une fois la journée a pris fin, a mis au propre les différentes recommandations faites par les bénéficiaires et les alliés et le suivi et en cours afin ces recommandations puissent être concrétisées.



Conseils d'implémentation

Nos conseils d'implémentation sont entre autres :

teindre un maximum de cibles et que les données ne soient pas perdues même après des années.



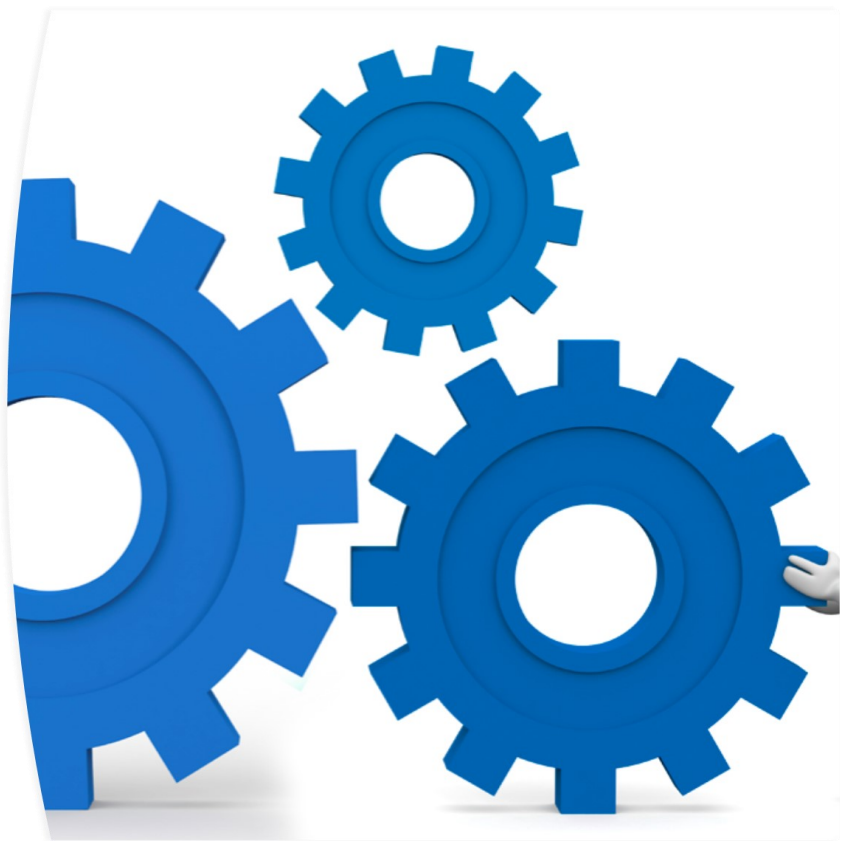
1. Envoyer des lettres de remerciement à tous les invités de marque afin de maintenir le contact avec ces derniers et de faciliter leur présence future à d'autres activités où on aura besoin d'eux ;

2. Bien documenter les recommandations faites et faire le suivi pour leur mise en pratique par les acteurs concernés ;

3. Bien documenter et partager l'évènement en des formats différents (images vidéo, article, infographie etc..) de manière à ce qu'il permet d'at-

4. Dupliquer les actions qui ont réussi dans d'autres localités tout en l'adaptant au contexte socioculturel de chaque localité.

5. Demander toujours conseil auprès d'autres alliés qui ont plus d'expérience que votre organisation dans la promotion et la défense des DSSR des femmes.



Siège sociale : Sotuba près de la Sureté d'État, rue : 112 ; porte : 514

Contact : (+223) : 76 39 72 83 / 74 53 60 79

E,mail : afpddfmusowkatagne@gmail.com